

CANADA

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉALINVESTISSEMENTS 2023
DONT LE COÛT INDIVIDUEL EST
INFÉRIEUR À 65 M \$
D'HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE (HQT)

DOSSIER R-4217-2022

HYDRO-QUÉBEC
En sa qualité de Transporteur, TransÉnergie

Demanderesse

-et-

REGROUPEMENT POUR LA TRANSITION,
L'INNOVATION ET L'EFFICACITÉ
ÉNERGÉTIQUES (RTIEÉ),
un Regroupement comprenant les organismes
suivants : l'Association québécoise de lutte
contre la pollution atmosphérique (AQLPA),
Stratégies Énergétiques (S.É.), le Groupe
d'Initiatives et de Recherches Appliquées au
Milieu (GIRAM) et Énergie solaire Québec
(ÉSQ)

Intervenant

**LES INVESTISSEMENTS 2023 DONT LE COÛT INDIVIDUEL EST INFÉRIEUR À 65 M\$
D'HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE (HQT)****MÉMOIRE**M. Jean-Claude Deslauriers, Analyste
M. André Bélisle, Analyste
M^e Dominique Neuman, ProcureurPréparé pour le
Regroupement pour la transition, l'innovation et l'efficacité énergétiques (RTIEÉ)

Le 17 avril 2023

Pièce RTIEÉ-1 - Document 1**Les investissements 2023 dont le coût individuel est inférieur à 65 M\$ d'Hydro-Québec TransÉnergie (HQT)**
Mémoire**Jean-Claude Deslauriers, André Bélisle, Analystes et Dominique Neuman, Procureur**
Pour le Regroupement pour la transition, l'innovation et l'efficacité énergétiques (RTIEÉ)

Pièce RTIEÉ-1 - Document 1

Les investissements 2023 dont le coût individuel est inférieur à 65 M\$ d'Hydro-Québec TransÉnergie (HQT)

Mémoire

**Jean-Claude Deslauriers, André Bélisle, Analystes et Dominique Neuman, Procureur
Pour le Regroupement pour la transition, l'innovation et l'efficacité énergétiques (RTIEÉ)**

SOMMAIRE EXÉCUTIF

*Note : Le premier chiffre (1) du numéro de la recommandation désigne la présente Phase 1.
Le second chiffre du numéro de la recommandation correspond au chapitre du présent rapport*

RECOMMANDATION NO. RTIÉE-1-3**LE BUDGET 2023 DES INVESTISSEMENTS EN MAINTIEN DES ACTIFS INFÉRIEURS AU SEUIL UNITAIRE DE 65 M\$**

Le RTIÉE soumet respectueusement que le budget 2023 des investissements (dont le coût individuel est inférieur à 65 M\$) d'HQT en *Maintien des actifs* ne laisse apparaître à première vue aucune anomalie.

La non réalisation de 71 M\$ (soit 8,9%) des investissements inférieurs au seuil dans cette catégorie en 2022 nous apparaît à première vue acceptable, se situant dans l'ordre de grandeur moyen des deux autres années pandémiques 2020 et 2021. **Plus du tiers de cet écart de 71 M\$ (soit 25 M\$)** provient de bris d'équipements prévus qui ne sont pas survenus (HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE (HQT), Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0012, HQT-2, Doc. 1](#), Réponse 1.2 à la Régie). Certains investissements ont été reportés dans le temps en respectant la priorisation prévue selon la Stratégie de gestion de la pérennité (HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE (HQT), Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0012, HQT-2, Doc. 1](#), Réponse 1.5 à la Régie). De surcroît, il y avait déjà un taux de surutilisation prévu et autorisé en 2022 de 110 % soit 79 M\$ pour cette seule catégorie (RÉGIE DE L'ÉNERGIE, Dossier R-4168-2021, [Décision D-2022-001](#), parag. 38 et 41-44). Des variations entre le prévu et le réel sont toujours inévitables en raison des aléas de l'exécution des travaux et à l'imprécision des prévisions; un écart de 15 % est même usuellement considéré comme acceptable. **Tout cela semblerait amplement suffisant, à première vue, pour rassurer la Régie et les intervenants quant à la non réalisation de 71 M\$ en investissements d'HQT inférieurs au seuil en *Maintien des actifs* en 2022.**

Mais il est malgré tout souhaitable de vérifier davantage. Nous rappelons en effet, tel que mentionné en section 2.3 du présent rapport que la simple comparaison interannuelle des budgets ne permet pas de distinguer entre la hausse des coûts par projet durant la crise sanitaire et les baisses de coûts causée par les reports de projets survenus durant cette même crise sanitaire. Nous recommandons donc à la Régie, avant que celle-ci ne se prononce, qu'elle obtienne d'HQT le NOMBRE de projets d'investissements dans cette catégorie, inférieurs au seuil, tant prévus que réels pour chacune des années 2020, 2021, 2022, ce qui aiderait à distinguer l'effet sur le budget global des hausses de coûts par projet par rapport aux baisses dues aux reports.

Pièce RTIÉE-1 - Document 1

Les investissements 2023 dont le coût individuel est inférieur à 65 M\$ d'Hydro-Québec TransÉnergie (HQT)

Mémoire

**Jean-Claude Deslauriers, André Bélisle, Analystes et Dominique Neuman, Procureur
Pour le Regroupement pour la transition, l'innovation et l'efficacité énergétiques (RTIÉE)**

Le taux de risque global des équipements d'HQT demeure certes en croissance, particulièrement en ce qui concerne **les actifs se situant au cœur de la fiabilité et de la qualité du service, à savoir les équipements d'appareillage et les ouvrages civils ainsi que les automatismes**. Mais cette croissance apparaît conforme à la prévision contenue dans la *Stratégie de gestion de la pérennité* selon laquelle nous serions actuellement au pic de ce taux de risque durant la présente décennie. La croissance du taux de risque des équipements d'appareillage électrique d'HQT en 2020-2021 est d'ailleurs moindre qu'anticipée. Et la ventilation fournie par HQT montre, à juste titre, **la part importante que représentent les investissements en équipements d'appareillage et ouvrages civils ainsi qu'en automatismes** dans le budget total prévu pour 2023 en investissements inférieurs au seuil en *Maintien des actifs*.

Le budget demandé de 770 M\$ en 2023 pour les investissements inférieurs au seuil en *Maintien des actifs* d'HQT est par ailleurs en croissance par rapport aux investissements réels moyens dans cette catégorie de 2020 à 2022, comme il se doit, vu la prévision contenue dans la *Stratégie de gestion de la pérennité* d'une continuation de croissance du taux de risque des équipements durant la présente décennie.

RECOMMANDATION NO. RTIÉE-1-4

LE BUDGET 2023 DES INVESTISSEMENTS EN AMÉLIORATION ET MAINTIEN DE LA QUALITÉ INFÉRIEURS AU SEUIL UNITAIRE DE 65 M\$

L'évolution interannuelle des écarts entre les budgets autorisés et réels dans cette catégorie ne montre pas de tendance particulière quant à ces écarts, ceux-ci se situant tant à la hausse qu'à la baisse.

La réalisation de 14 M\$ d'investissements, inférieurs au seuil, dans cette catégorie en 2022 en plus de ceux prévus représente toutefois **une part importante (19 %) du budget autorisé**, soit plus du double du taux de surutilisation de 110 % qui fut autorisé pour cette année (soit 8 M\$ pour cette catégorie) et plus que l'écart de 15 % usuellement considéré comme acceptable.

Il serait important, ici encore, d'obtenir d'HQT le NOMBRE de projets d'investissements dans cette catégorie, inférieurs au seuil, tant prévus que réels pour chacune des années 2020, 2021 et 2022, ce qui aiderait à distinguer l'effet sur le budget global des hausses de coûts par projet (pendant la crise sanitaire) par rapport aux baisses dues aux reports de projets (dus à cette même crise sanitaire) tel que mentionné en section 2.3 du présent rapport.

Hydro-Québec TransÉnergie (HQT) souligne elle-même que la **non réalisation de travaux de 21 M\$ en TI et Télécom** s'inscrit dans le contexte pandémique de la rareté de la main-d'œuvre du domaine, laquelle a amené des impacts importants sur les projets en technologies de l'information et des communications : **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE (HQT)**, Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0012, HQT-2, Doc. 1](#), Réponse 1.1 à la Régie.

Elle présente par ailleurs un sommaire de chacun des projets prévus de recherche-développement en TI au présent budget (plateforme robotisée « LineRanger », plateforme de cosimulation, robot d'inspection automatisée des postes et nouvelle plateforme en temps réel de l'outil de simulation Hypersim 2023-2024).

Pour l'ensemble de ces motifs, nous sommes satisfaits de la justification fournie par Hydro-Québec TransÉnergie (HQT) pour son budget d'investissements, inférieurs au seuil, en *Maintien et amélioration de la qualité* en 2023 et recommandons à la Régie de l'autoriser.

RECOMMANDATION NO. RTIEÉ-1-5**LE BUDGET 2023 DES INVESTISSEMENTS EN RESPECT DES EXIGENCES INFÉRIEURS AU SEUIL UNITAIRE DE 65 M\$**

Le RTIEÉ soumet respectueusement que le budget 2023 des investissements (dont le coût individuel est inférieur à 65 M\$) d'HQT en *Respect des exigences* ne laisse apparaître à première vue aucune anomalie.

Ce budget est facile à autoriser pour la Régie de l'énergie car il correspond à des demandes précises pour répondre à des exigences spécifiques, la marge de discrétion de HQT étant réduite.

L'évolution interannuelle des écarts entre les budgets autorisés et réels dans cette catégorie ne montre pas de tendance particulière quant à ces écarts, ceux-ci se situant tant à la hausse qu'à la baisse. La non réalisation de 4 M\$ d'investissements dans cette catégorie en 2022 ne représente en effet que 7,3 % du budget autorisé, soit moins que le taux de surutilisation de 110 % qui fut autorisé pour cette année (soit 6M\$ pour cette catégorie) et moins que l'écart de 15 % usuellement considéré comme acceptable.

Il serait toujours souhaitable, par principe, d'obtenir d'HQT le NOMBRE de projets d'investissements dans cette catégorie, inférieurs au seuil, tant prévus que réels pour chacune des années 2020, 2021 et 2022, ce qui aiderait à distinguer l'effet sur le budget global des hausses de coûts par projet par rapport aux baisses dues aux reports de projets tel que mentionné en section 2.3 du présent rapport. Toutefois, vu la faiblesse de la non réalisation de 4 M\$ d'investissements dans cette catégorie en 2022, l'obtention de cette information additionnelle ne devrait probablement pas amener de problématique particulière.

RECOMMANDATION NO. RTIEÉ-1-6**LE BUDGET 2023 DES INVESTISSEMENTS EN CROISSANCE DES BESOINS DE LA CLIENTÈLE (GÉNÉRANT DES REVENUS) INFÉRIEURS AU SEUIL UNITAIRE DE 65 M\$**

Nous notons que, systématiquement durant les années pandémiques 2020, 2021 et 2022, les investissements d'HQT en *Croissance des besoins de la clientèle* inférieurs au seuil en 2022 ont été moindres que ceux autorisés; ils furent de 44 M\$ moindres en 2022 (soit 43 % moindres) qu'autorisés. Cela est énorme.

Année après année en 2020, 2021 et 2022, les budgets demandés et autorisés, en *Croissance des besoins de la clientèle* inférieurs au seuil, décroissent et continuent de ne pas être totalement réalisés. Le budget demandé en 2023 de 92 M\$ poursuit cette tendance décroissante.

Hydro-Québec TransÉnergie explique la sous-réalisation de ses budgets en *Croissance des besoins de la clientèle* inférieurs au seuil par la baisse des projets de croissance en période pandémique.

À première vue, ce budget décrié à 92\$ demandé pour 2023 mériterait donc d'être approuvé car il exprime une plus grande prudence prévisionnelle.

Ici encore, il serait important d'obtenir d'HQT le NOMBRE de projets d'investissements dans cette catégorie, inférieurs au seuil, tant prévus que réels pour chacune des années 2020, 2021 et 2022, ce qui aiderait à distinguer l'effet sur le budget global des hausses de coûts par projet (pendant la crise sanitaire) par rapport aux baisses dues aux reports de projets (dus à cette même crise sanitaire) tel que mentionné en section 2.3 du présent rapport.

Il est également important de bien situer ces budgets en *Croissance des besoins de la clientèle* inférieurs au seuil dans le contexte plus global de la totalité des budgets prévus et réels (tant inférieurs que supérieurs au seuil) dans cette catégorie. En effet, les investissements en *Croissance des besoins de la clientèle* sont, davantage que ceux des autres catégories, plus susceptibles de dépasser le seuil de 65 M\$ ou de se situer juste en-dessous de ce seuil. On peut citer par exemple le **poste Chertsey** dont le coût prévu est de 61,6 M\$ dans la planification au dossier tarifaire du Transporteur (Dossier R-4167-2021)¹ ou le **poste Le Corbusier** prévu au montant de 65,8 M\$². Le seul examen des projets de cette catégorie inférieurs à 65 M\$ ne suffit donc pas à obtenir une vue d'ensemble de l'évolution interannuelle.

¹ **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE**, Dossier R-4167-2021, [Pièce B-0068, HQT-6, Document 1](#), Page 30, Investissements par catégorie, ligne 27.

² **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE**, Dossier R-4167-2021, [Pièce B-0068, HQT-6, Document 1](#), Page 30, Investissements par catégorie, ligne 13.

Nous serions toutefois très réticents à ce que le faible budget, déjà décru, de 92 \$ demandé pour 2023 soit encore davantage décru par la Régie dans sa décision d'autorisation au présent dossier. **Cela nous semblerait imprudent en raison de multiples tendances haussières majeures qui sont en train d'apparaître et pourraient être de nature à amener des besoins d'investissements en Croissance que la prévision de la demande ne reflète pas encore, actuellement : Notamment, le Québec est en train d'opérer actuellement une transition énergétique majeure sous l'impulsion soutenue du gouvernement du Québec (abandon des combustibles fossiles, électrification massive, véhicules électriques, etc.). De plus, alors que le ministre plaide pour un recours massif à de nouveaux approvisionnements éoliens auprès d'HQD, HQT est incapable à court terme de recevoir toutes les soumissions de producteurs éoliens qui pourraient survenir.**

TABLE DES MATIÈRES

1 – LE PRÉSENT DOSSIER	1
2 –LE CONTEXTE.....	2
2.1 UNE DEMANDE D'AUTORISATION DE PRÈS D'UN MILLIARD DE DOLLARS D'INVESTISSEMENTS (À SAVOIR 994 M\$CAD)	2
2.2 LA JURIDICTION DE LA RÉGIE ET L'EXERCICE DE SA DISCRÉTION	3
2.3 LE CAS PARTICULIER DES REPORTS D'INVESTISSEMENTS DURANT LA PÉRIODE PANDÉMIQUE DE 2020, 2021 ET 2022	10
3 –LE BUDGET 2023 DES INVESTISSEMENTS EN MAINTIEN DES ACTIFS	11
4 – LE BUDGET 2023 DES INVESTISSEMENTS EN MAINTIEN ET AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE SERVICE.....	20
5 –LE BUDGET 2023 DES INVESTISSEMENTS EN RESPECT DES EXIGENCES.....	26
6 –LE BUDGET 2023 DES INVESTISSEMENTS EN CROISSANCE DES BESOINS DE LA CLIENTÈLE (GÉNÉRANT DES REVENUS)	30
7 - CONCLUSION	40

1

LE PRÉSENT DOSSIER

1 - La Régie de l'énergie est saisie, au présent dossier R-4217-2022, d'une [demande B-0002](#) d'Hydro-Québec TransÉnergie (HQT), visant l'autorisation de ses investissements de l'année 2023 dont le coût individuel est inférieur à 65 M\$, suivant les articles 31(5°) et 73 de la [Loi sur la Régie de l'énergie \(RLRQ c. R-6.01\)](#) et les articles 1, 3 et 5 du [Règlement sur les conditions et les cas requérant une autorisation de la Régie de l'énergie \(RLRQ c. R-6.01, r. 2\)](#) tel que [modifié en 2019](#). Ces investissements sont présentés dans la [Pièce B-0004, HQD-1, Doc. 1](#), telle que précisée par des réponses de HQT à des demandes de renseignements.

L'en-tête de la [demande B-0002](#) d'Hydro-Québec TransÉnergie (HQT) indique erronément que celle-ci est fondée sur les **articles 1, 2 et 3** du [Règlement sur les conditions et les cas requérant une autorisation de la Régie de l'énergie \(RLRQ c. R-6.01, r. 2\)](#). Il s'agit toutefois manifestement d'une **erreur cléricale de la part du Transporteur**, puisque, de par le montant des investissements visés, cette demande est évidemment fondée sur les **articles 1, 3 et 5** de ce *Règlement*.

2 - Le présent mémoire constitue les représentations du *Regroupement pour la transition, l'innovation et l'efficacité énergétiques (RTIÉE)* dans ce dossier.

Celui-ci comporte à la fois une analyse factuelle et des représentations juridiques préalables, rédigées par le procureur, quant aux principes de droit encadrant le présent dossier.

2

LE CONTEXTE

2.1 UNE DEMANDE D'AUTORISATION DE PRÈS D'UN MILLIARD DE DOLLARS D'INVESTISSEMENTS (À SAVOIR 994 M\$CAD)

3 - Par sa [demande B-0002](#) au présent dossier, Hydro-Québec TransÉnergie (HQT), demande à la Régie de l'énergie de l'autoriser à réaliser en 2023 des investissements (dont le coût individuel est inférieur à 65 M\$) de **près d'un milliard de dollars (à savoir 994 M\$CAD)**.

Source : **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE (HQT)**, Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0004, HQD-1, Doc. 1](#), pages 5 et 9 (Tableau 4 de la page 9, notamment).

4 - Un tel montant est énorme. Cela représente un montant moyen de 113 \$ pour chaque habitant du Québec, ou encore, près de 500 \$ pour une famille typique moyenne de 4 personnes.

5 - Un tel montant est presque aussi élevé que le coût total prévu de 1479 M\$ des investissements dont le coût individuel est de 65 M\$ et plus devant faire l'objet d'une autorisation *individuelle* en 2023.

Source : **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE (HQT)**, Dossier R-4168-2021, [Pièce B-0004, HQD-1, Doc. 1](#), page 9, Tableau 4.

2.2 LA JURIDICTION DE LA RÉGIE ET L'EXERCICE DE SA DISCRÉTION

6 - Suivant les articles 1, 3 et 5 du [Règlement sur les conditions et les cas requérant une autorisation de la Régie de l'énergie \(RLRQ c. R-6.01, r. 2\)](#) tel que [modifié en 2019](#) et tel qu'appliqué, ces investissements dont le coût individuel est inférieur à 65 M\$ sont soumis à la Régie non pas aux fins d'une autorisation individuelle mais aux fins d'une **autorisation globale pour chacune des grandes catégories budgétaires suivantes** :

- a) Investissements en Maintien des actifs (pérennité des actifs),
- b) Investissements en Respect des exigences et
- c) Investissements en Amélioration et maintien de la qualité.
- d) Investissements en Croissance des besoins (générant des revenus de transport),

7 - Les articles 31(5°) et 73 de la [Loi sur la Régie de l'énergie \(RLRQ c. R-6.01\)](#) confèrent à la Régie de l'énergie la **discrétion** d'autoriser ou non ces budgets d'investissements, y compris la possibilité d'autoriser des montants budgétaires différents de ceux demandés.

8 - Une telle discrétion doit toutefois être exercée dans le respect des objectifs de la Loi.

La Cour suprême du Canada a en effet statué que, même lorsqu'une disposition législative confère une discrétion à un tribunal, cette discrétion doit être exercée en tenant compte des facteurs ou considérations que cette même loi vise :

CIBC Mortgage Corp. c. Vasquez, [2002] 3 R.C.S. 168, <https://scc-csc.lexum.com/scc-csc/scc-csc/fr/item/2001/index.do> (html) et <https://scc-csc.lexum.com/scc-csc/scc-csc/fr/2001/1/document.do> (pdf), JJ. L'Heureux-Dubé et Gonthier pour la majorité, parag. 44 :

44 Par conséquent, **la discrétion accordée au tribunal par l'art. 2778 C.c.Q. devra être exercée de manière judiciaire, c'est-à-dire en tenant compte des facteurs pertinents.** Les Commentaires du ministre de la Justice, op. cit., p. 1739, relèvent **deux facteurs qui, selon nous, constituent les considérations principales dans le contexte de cet exercice de discrétion judiciaire** : la valeur du bien et le solde de la dette.

[Souligné en caractères gras par nous]

Committee for Equal Treatment of Asbestos Minority Shareholders c. Ontario (Commission des valeurs mobilières), [2001] 2 R.C.S. 132, <https://scc-csc.lexum.com/scc-csc/scc-csc/fr/item/1875/index.do> et <https://scc-csc.lexum.com/scc-csc/scc-csc/fr/1875/1/document.do>, J. Iacobucci p. curiam :

IV. Analyse

1. Quelle est la nature et la portée de la compétence pour intervenir en matière d'intérêt public conférée par l'art. 127 [NDLR : Loi sur les valeurs mobilières, L.R.O. 1990, c. S.5] ?

39 Le paragraphe 127(1) de la Loi confère à la CVMO la compétence pour intervenir dans les activités liées aux marchés financiers en Ontario lorsqu'il est dans l'intérêt public qu'elle le fasse. **Le législateur a clairement voulu que la CVMO ait un très vaste pouvoir discrétionnaire en cette matière.** Le libellé facultatif du par. 127(1) exprime l'intention de laisser à la CVMO le soin d'apprécier l'opportunité et la manière d'intervenir dans une affaire particulière :

127. (1) La Commission peut, si elle est d'avis qu'il est dans l'intérêt public de le faire, rendre une ou plusieurs des ordonnances suivantes .

[Souligné par la Cour suprême du Canada]

40 La portée du pouvoir discrétionnaire de la CVMO d'agir dans l'intérêt public ressort aussi de façon évidente de la gamme et de la gravité potentielle des sanctions qu'elle est habilitée à imposer en vertu du par. 127(1). De plus, en vertu du par. 127(2), la CVMO dispose sans restriction du pouvoir discrétionnaire d'adjoindre des conditions à toute ordonnance rendue en vertu du par. 127(1) :

(2) L'ordonnance rendue en vertu du présent article peut être assortie des conditions qu'impose la Commission.

41 La compétence relative à l'intérêt public de la CVMO n'est toutefois pas illimitée. Sa nature et sa portée précises doivent être appréciées par une analyse de l'art. 127 dans son contexte. Deux aspects de la compétence relative à l'intérêt public revêtent une importance particulière à cet égard. En premier lieu, il importe de se rappeler que la compétence relative à l'intérêt public de la CVMO est fondée en partie sur les deux objets de la Loi, décrits à l'art. 1.1, à savoir « protéger les investisseurs contre les pratiques déloyales, irrégulières ou frauduleuses » et « favoriser des marchés financiers justes et efficaces et la confiance en ceux-ci ». Par conséquent, lorsqu'il s'agit d'examiner une ordonnance rendue dans l'intérêt public, c'est commettre une erreur que de ne se concentrer que sur le traitement équitable des investisseurs. Il faut aussi prendre en considération l'incidence d'une intervention dans l'intérêt public sur l'efficacité des marchés financiers et sur la confiance du public en ces marchés financiers.

[Souligné en caractères gras par nous]

9 - C'est ainsi, entre autres, que l'article 5 de la [Loi sur la Régie de l'énergie, RLRQ, c. R-6.01](#) énonce que :

- Dans l'exercice de ses fonctions, la Régie assure **la conciliation entre l'intérêt public, la protection des consommateurs et un traitement équitable du transporteur d'électricité et des distributeurs.**
- Elle favorise la satisfaction des besoins énergétiques **dans le respect des objectifs des politiques énergétiques du gouvernement et dans une perspective de développement durable et d'équité au plan individuel comme au plan collectif.**

10 - L'article 5 du [Règlement sur les conditions et les cas requérant une autorisation de la Régie de l'énergie \(RLRQ c. R-6.01, r. 2\)](#) spécifie d'ailleurs que le Transporteur doit **notamment** fournir à la Régie les renseignements suivants :

*5. Une demande d'autorisation visée au deuxième alinéa de l'article 1 [NDLR : relative à des investissements inférieurs au seuil] **est faite par catégorie d'investissements** et doit comporter les informations suivantes:*

- 1° la description synthétique des investissements et de leurs objectifs;*
- 2° les coûts associés à chaque catégorie d'investissements;*
- 3° **la justification des investissements en relation avec les objectifs visés;***
- 4° **l'impact sur les tarifs;***
- 5° **l'impact sur la fiabilité du réseau de transport d'électricité** et sur **la qualité de prestation du service de transport d'électricité** ou de distribution d'électricité ou de gaz naturel.*

[Souligné en caractères gras par nous]

11 - Ainsi, il est notamment bien établi que la Régie pourrait autoriser des budgets moindres que ceux demandés.

*La Régie pourrait aussi, par l'exercice de divers pouvoirs connexes, **requérir du Transporteur qu'il lui soumette un budget supplémentaire** si le tribunal est d'avis qu'HQT investit insuffisamment, dans l'une ou l'autre des quatre catégories, pour accomplir sa mission prévue par la Loi, de façon fiable, sécuritaire et avec qualité. Après examen toutefois, tel que vu ci-après, nous ne demandons pas ici qu'un tel budget supplémentaire soit soumis.*

12 - Le pouvoir discrétionnaire de la Régie de l'énergie et son encadrement susdit signifient donc que celle-ci « *n'est pas une étampe en caoutchouc* » (« *rubber stamp role* », qui se traduit par « *rôle d'approbation sans discussion* ») :

Baron c. Canada, [1993] 1 R.C.S. 416, J. Sopinka per curiam, <https://scc-csc.lexum.com/scc-csc/scc-csc/fr/item/958/index.do> et <https://scc-csc.lexum.com/scc-csc/scc-csc/fr/958/1/document.do>, p. 439 :

<p>I agree with the statement of Morden J.A. in Minister of National Revenue v. Paroian, [1980] C.T.C. 131, at p. 138 that "[t]he function of the judge is the most important safeguard. <u>It is implicit in the provision that the judge is not to act as a rubber stamp.</u>" This statement was quoted with approval in Selye v. Quebec, [1982] R.D.F.Q. 173, at p. 176. [...]. <u>The concept of a rubber stamp role would be completely inconsistent with the role assigned to the judiciary</u> as expressed by Dickson J. in Beauregard v. Canada, [1986] 2 S.C.R. 56, at p. 72 [...].</p>	<p>Je fais mienne la déclaration du juge Morden, dans l'arrêt Minister of National Revenue c. Paroian, [1980] C.T.C. 131, à la p. 138, que [TRADUCTION] «[l]a fonction du juge est la plus importante garantie. <u>Il ressort implicitement de la disposition que le juge ne doit pas approuver sans discussion.</u>» Cette déclaration a été citée et approuvée dans la décision Selye c. Québec, [1982] R.D.F.Q. 173, à la p. 176. [...]. <u>Le concept d'un rôle d'approbation sans discussion serait complètement incompatible avec le rôle conféré à la magistrature</u> comme l'a exprimé le juge Dickson dans Beauregard c. Canada, [1986] 2 R.C.S. 56, à la p. 72 [...].</p>
--	--

Ainsi, d'une part la Régie doit éviter une autorisation de simple complaisance qui serait rendue sans qu'elle exerce véritablement les pouvoirs discrétionnaires qui lui sont confiés.

D'autre part, celle-ci doit éviter d'exercer de tels pouvoirs de façon arbitraire, capricieuse, non fondée sur la preuve, par exemple en opérant des coupures aveugles dans les budgets présentés sans qu'il n'y ait de preuve justifiant de telles coupures.

13 - Ceci étant dit, la Régie doit éviter de transformer l'exercice de sa discrétion d'autorisation ou non des budgets des catégories d'investissements en un exercice d'autorisation individuelle de ces investissements. Tel n'est en effet pas l'objet du présent exercice. En 2021, dans sa [Décision D-2021-092](#) du Dossier R-4140-2020 (investissements 2021 d'HQT inférieurs au seuil), la Régie citait en effet, avec approbation à ce sujet, **SÉ-AQLPA** qui s'opposait alors à ce que le tribunal (*dans le cadre de son autorisation de catégories budgétaires d'investissements annuels*) se prononce individuellement sur l'autorisation d'investissements des transformateurs à Baie d'Urfé et Sainte-Rosalie qu'un intervenant alors demandait de refuser :

[102] L'AHQ-ARQ est d'avis que le Transporteur n'a pas démontré que les prévisions de la charge sur lesquelles il base le projet d'ajout d'un 4^e transformateur au poste Baie-d'Urfé justifient ce projet. L'intervenant recommande à la Régie de ne pas approuver le projet d'ajout d'un quatrième transformateur au poste Baie-d'Urfé pour 2021.

[103] Quant aux investissements attendus entre 2022 et 2024, l'AHQ-ARQ estime que le portrait global de chacun d'entre eux devrait être exposé en détails dans la prochaine demande du Transporteur. Il affirme toutefois dès maintenant que l'addition d'un quatrième transformateur au poste Sainte-Rosalie n'apparaît pas nécessaire sur la base des informations produites dans le présent dossier. [...]

[105] Par ailleurs, **SÉ-AQLPA considère que les justifications énoncées par le Transporteur de son budget d'investissement en « Croissance des besoins de la clientèle » apparaissent suffisantes et satisfaisantes. L'intervenant affirme que, de son point de vue, le Transporteur n'avait pas à faire l'objet d'une preuve justificatrice complète vu que, suivant le cadre réglementaire, les budgets des investissements de moins de 65 M\$ sont autorisés par catégories et non par projets. Selon SÉ-AQLPA, l'information produite en soutien des projets dont le coût individuel est inférieur à 65 M\$ n'est pas soumise à un fardeau de preuve comparable à celle d'une autorisation d'un investissement spécifique.**

[106] En réponse à l'AHQ-ARQ, le Transporteur rappelle qu'il justifie ses demandes d'autorisation de budget des investissements par catégories et non par projets conformément au cadre réglementaire en place. [...]

[108] La Régie partage le point de vue du Transporteur à l'effet qu'il n'a pas, pour les projets de 65 M\$ ou moins, à justifier le budget des

investissements pour chaque projet individuellement mais plutôt pour chaque grande catégorie d'investissement. Le Transporteur ne produit d'ailleurs pas une information qui soit suffisante concernant les projets spécifiques pour que la Régie puisse se prononcer sur chacun individuellement. La Régie ne lui demande pas de fournir ce niveau de détail, car elle n'a pas à se prononcer sur la raisonnable de chacun séparément selon le cadre réglementaire en place.

[Souligné en caractère gras par nous. Notes infrapaginales omises.]

14 - Mais d'un autre côté, la seule comparaison interannuelle des budgets des catégories d'investissements inférieurs ne doit pas devenir le seul critère d'exercice de la discrétion de la Régie de les autoriser ou non :

*[75] La Régie [...] estime que les analyses basées sur des données historiques sont peu utiles à l'évaluation des besoins à venir. À l'instar du Transporteur, la Régie est d'avis que **la demande d'autorisation du budget des investissements ne peut découler d'une comparaison annuelle de données historiques.***

Source : **RÉGIE DE L'ÉNERGIE**, Dossier R-4140-2020, [Décision D-2021-092](#).

La Régie doit plutôt trouver un équilibre entre son obligation d'approbation globale des budgets d'investissements par catégories et la nécessité d'aller au-delà d'une simple comparaison interannuelle des budgets ainsi demandés.

C'est en fonction de la connaissance que la Régie acquiert de toutes les circonstances entourant le contenu de ces budgets que celle-ci prend la décision de les autoriser, avec ou sans modification.

Il existe aussi une possibilité d'opérer un certain lissage interannuel des budgets d'investissements mais cette possibilité demeure limitée.

2.3 LE CAS PARTICULIER DES REPORTS D'INVESTISSEMENTS DURANT LA PÉRIODE PANDÉMIQUE DE 2020, 2021 ET 2022

15 - Un des aspects dont il y a lieu de tenir compte, au présent dossier, dans l'interprétation de la comparaison interannuelle des budgets d'investissements inférieurs au seuil par catégories est **le double effet de la crise sanitaire de 2020-2021-2022** sur l'écart entre les investissements annuels prévus et réels. Cette crise a en effet à la fois amené :

- ❑ une **hausse des coûts par projet** (dus aux changements de méthodes de travail requis à des fins de distanciation des employés et pour combler la moins grande disponibilité du personnel ainsi qu'à la hausse des coûts des matériaux provoquée par l'affaiblissement des chaînes d'approvisionnement) et
- ❑ un **report de certains projets** pour ces mêmes motifs, donc une diminution du coût annuel réel par rapport à celui prévu.

Hydro-Québec TransÉnergie (HQT) note elle-même cde double effet :

La non-réalisation de la totalité des volumes de travaux dictés par la Stratégie, combinés aux coûts plus élevés des interventions

Source : **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE**, Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0005, HQT-1, Doc. 2](#), page 8, lignes 8-9.

16 - La simple comparaison interannuelle des budgets ne permet donc pas de distinguer entre la hausse des coûts par projet durant la crise sanitaire et les reports de projets survenus durant cette même crise sanitaire.

17 - Une attention particulière doit donc être apportée à cet aspect lors de l'interprétation de la comparaison interannuelle des budgets.

3

LE BUDGET 2023 DES INVESTISSEMENTS EN MAINTIEN DES ACTIFS

18 - La catégorie budgétaire des investissements en *Croissance des besoins de la clientèle* (générant des revenus additionnels) est, de loin, la plus importante des quatre catégories dont les budgets sont ici soumis à l'autorisation de la Régie.

Celle-ci se définit comme suit :

Maintien des actifs

Les investissements de la catégorie « Maintien des actifs » du réseau de transport d'électricité ou du réseau de transport de télécommunications sont directement associés au cycle de vie des équipements et des installations. Ils sont déterminés par l'âge et l'état des actifs ainsi que par leur capacité technique à répondre aux besoins du réseau de transport d'électricité ou de télécommunications. Ils visent à assurer le maintien de la capacité de service offerte par le Transporteur à sa clientèle, tout en mettant à profit les plus récents progrès techniques et technologiques disponibles et utiles.

Sommairement, les activités d'investissements en « Maintien des actifs » incluent des projets tels que :

- remplacements d'équipements ;*
- travaux majeurs dans une installation ;*
- reconstruction de postes ;*
- activités reliées aux équipements de soutien et aux bâtiments du Transporteur.*

*À l'exception des remplacements découlant de bris ou de défauts majeurs, les investissements en « Maintien des actifs » font l'objet d'une **planification d'interventions découlant du diagnostic de l'état des équipements**. De cette planification découle la nécessité d'entreprendre la réalisation de projets spécifiques ou de **plans d'interventions visant les actifs visés par les portefeuilles d'investissements**, répartis sur plusieurs*

années selon un ordre de priorité qui respecte la Stratégie de gestion de la pérennité des actifs du Transporteur (la « Stratégie »).

Plus particulièrement, les investissements en « Maintien des actifs » sont rendus nécessaires pour les actifs ayant atteint ou dépassé leur durée d'utilité ou pour ceux dont la performance ne répond pas ou plus aux normes d'exploitation ou qui se dégradent rapidement, les rendant difficilement exploitables. En effet, il arrive que l'on doive remplacer des équipements dont les écarts de performance **ne se traduisent pas nécessairement par des bris ou des défauts majeurs, mais génèrent des restrictions qui complexifient l'exploitation du réseau et la durée des interventions,** au risque de nécessiter des coûts d'exploitation plus élevés.

Outre les remplacements ou la reconstruction, la réhabilitation d'équipements est parfois l'alternative optimale qui s'offre au Transporteur pour assurer la pérennité de ses équipements. Ces travaux doivent respecter les critères de capitalisation en conformité avec les encadrements et les règles en vigueur à Hydro-Québec et les principes comptables généralement reconnus (PCGR) des États-Unis. Les travaux de réhabilitation effectués redonnent notamment à l'actif existant au moins 50 % de sa durée d'utilité.

Les éléments déclencheurs de projets d'investissement en « Maintien des actifs » proviennent essentiellement de la démarche visant l'état diagnostiqué des équipements, du respect de la Stratégie ou d'avis de maintenance, s'il y a lieu. Les investissements ainsi planifiés et ensuite réalisés en « Maintien des actifs » assurent donc le renouvellement nécessaire des installations et des équipements afin d'assurer la pérennité du réseau de transport d'électricité ou de télécommunications.

Source : HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE, Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0005, HQT-1, Doc. 2](#), pages 5-6. Souligné en caractère gras par nous.

19 - Le tableau suivant indique les budgets historiques autorisés et réels des investissements inférieurs au seuil en *Maintien des actifs* d'HQT depuis que ce seuil est passé à 65 M\$ en 2020 :

**Budgets historiques autorisés et réels en Maintien des actifs
(M\$CAN)**

2020 Autorisé	2020 Réel	2020 Écart	2021 Autorisé	2021 Réel	2021 Écart	2022 Autorisé	2022 Prévu	2022 Écart	2023 Autorisation demandée
670	574	-96	789	796	-25	790	719	-71	770

Source : **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE**, Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0004, HQT-1, Doc. 1](#), Tableaux 1, 3 et 4.

20 - Nous notons que les investissements réels d'HQT inférieurs au seuil en *Maintien des actifs* en 2022 seraient de 71 M\$ moindres que prévus (soit 8,9% moindres).

21 - Cet écart nous apparaît à première vue acceptable, se situant dans l'ordre de grandeur moyen des deux autres années pandémiques 2020 et 2021. **Plus du tiers de cet écart de 71 M\$ (soit 25 M\$)** provient de bris d'équipements prévus qui ne sont pas survenus (**HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE (HQT)**, Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0012, HQT-2, Doc. 1](#), Réponse 1.2 à la Régie). Certains investissements ont été reportés dans le temps en respectant la priorisation prévue selon la Stratégie de gestion de la pérennité (**HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE (HQT)**, Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0012, HQT-2, Doc. 1](#), Réponse 1.5 à la Régie). De surcroît, il y avait déjà un taux de surutilisation prévu et autorisé en 2022 de 110 % soit 79 M\$ pour cette seule catégorie (**RÉGIE DE L'ÉNERGIE**, Dossier R-4168-2021, [Décision D-2022-001](#), parag. 38 et 41-44). Des variations entre le prévu et le réel sont toujours inévitables en raison des aléas de l'exécution des travaux et à l'imprécision des prévisions; un écart de 15 % est même usuellement considéré comme acceptable. **Tout cela semblerait amplement suffisant, à première vue, pour rassurer la Régie et les intervenants quant à la non réalisation de 71 M\$ en investissements d'HQT inférieurs au seuil en *Maintien des actifs* en 2022.**

Mais il est malgré tout souhaitable de vérifier davantage. Nous rappelons en effet, tel que mentionné en section 2.3 du présent rapport que la simple comparaison interannuelle des budgets ne permet pas de distinguer entre la hausse des coûts par projet durant la crise sanitaire et les baisses de coûts causée par les reports de projets survenus durant cette même crise sanitaire. Nous recommandons donc à la Régie, avant que celle-ci ne se prononce, qu'elle obtienne d'HQT le NOMBRE de projets d'investissements dans cette catégorie, inférieurs au seuil, tant prévus que réels pour chacune des années 2020, 2021 et 2022, ce qui aiderait à distinguer l'effet sur le budget global des hausses de coûts par projet par rapport aux baisses dues aux reports de projets.

22 - En outre, nous notons que le taux de risque global des équipements d'HQT demeure en croissance, particulièrement en ce qui concerne **les actifs se situant au cœur de la fiabilité et de la qualité du service, à savoir les équipements d'appareillage et les ouvrages civils ainsi que les automatismes** :

Les équipements d'appareillage incluent les transformateurs de puissance et de mesure, les inductances, les disjoncteurs, les sectionneurs, les équipements de compensation et d'autres équipements tels que des jeux de barres, des systèmes d'air, des groupes électrogènes, des chargeurs, des accumulateurs et des parafoudres.

Les ouvrages civils comprennent les terrains, les bâtiments, les chemins, les systèmes de récupération, les systèmes de drainage et d'égouts, les clôtures, les barrières, les systèmes de protection incendie, les puits d'accès, les systèmes d'eau potable et les caniveaux ainsi que les tranchées pour câbles. **Les équipements d'appareillage (par exemple, un transformateur) et les ouvrages civils (par exemple, une base de béton) sont étroitement liés et sont par conséquent généralement gérés ensemble.** [...]

Les systèmes d'automatismes sont constitués d'une chaîne d'équipements (relais simples ou complexes, unités fonctionnelles, etc.) et sont situés dans un poste ou dans un ensemble de postes. Ces systèmes exécutent une ou plusieurs fonctions automatisées. Ils sont regroupés selon leurs fonctions principales de protection, de commande, de mesure, de surveillance, d'alimentation de moins de 600 V, d'automatismes locaux ou de réseau.

Source : **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE**, Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0004, HQT-1, Doc. 1](#), page 14 (lignes 10-20) et page 16 (lignes 16-20).
Souligné en caractère gras par nous.

Tableau 10
Grille d'analyse du risque des équipements d'appareillage
(électrique et mécanique) et des ouvrages civils (janvier 2022)

Nombre d'équipements par niveau de risque											v22.03 (2022-05-19)	
Nombre d'actifs	Probabilité									Total	Équip. vs Risque	
Impact	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Total	Nb	%
9	211	63	4	10	12	0	0	3	51	354	Élevé	Élevé
8	1 999	1 033	482	909	293	461	358	168	333	6 036	1 283	0,9%
7	2 561	1 585	359	930	431	599	382	317	728	7 892	Fort	Fort
6	5 209	2 510	1 471	2 659	1 129	943	722	422	1 164	16 229	7 264	5,2%
5	8 763	3 612	2 881	2 860	2 391	1 583	868	1 204	1 330	25 492	Moyen	Moyen
4	12 039	5 680	5 259	4 414	4 483	2 285	1 261	1 453	2 277	39 151	31 018	22,3%
3	8 613	4 581	4 259	2 675	2 941	1 881	1 021	706	1 974	28 651	Faible	Faible
2	3 762	2 056	2 455	1 504	1 680	1 802	631	428	1 103	15 421	99 823	71,6%
1	61	15	8	38	9	10	2	1	18	162	Équip. à risque	Équip. à risque
Total	43 218	21 135	17 178	15 999	13 369	9 564	5 245	4 702	8 978	139 388	39 565	28,4%
Taux de risque :										8,9		

Tableau 12
Grille d'analyse du risque des systèmes d'automatismes (janvier 2022)

Nombre d'équipements par niveau de risque											v22.03 (2022-05-19)	
Nombre d'actifs	Probabilité									Total	Équip. vs Risque	
Impact	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Total	Nb	%
9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Élevé	Élevé
8	10	1	0	0	0	0	0	0	0	11	0	0,0%
7	338	504	35	56	149	249	5	2	0	1 338	Fort	Fort
6	1 663	2 873	423	795	1 149	2 624	37	6	4	9 574	352	0,9%
5	2 567	4 218	991	1 572	3 642	2 032	326	36	13	15 397	Moyen	Moyen
4	690	1 473	700	503	1 423	1 005	293	4	1	6 092	15 223	37,1%
3	454	754	1 335	820	1 336	1 255	98	14	5	6 071	Faible	Faible
2	266	591	450	373	485	295	24	27	0	2 511	25 463	62,0%
1	8	23	5	4	0	2	2	0	0	44	Équip. à risque	Équip. à risque
Total	5 996	10 437	3 939	4 123	8 184	7 462	785	89	23	41 038	15 575	38,0%
Taux de risque :										10,4		

Source : **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE**, Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0004, HQT-1, Doc. 1](#), tableaux 10 et 12.

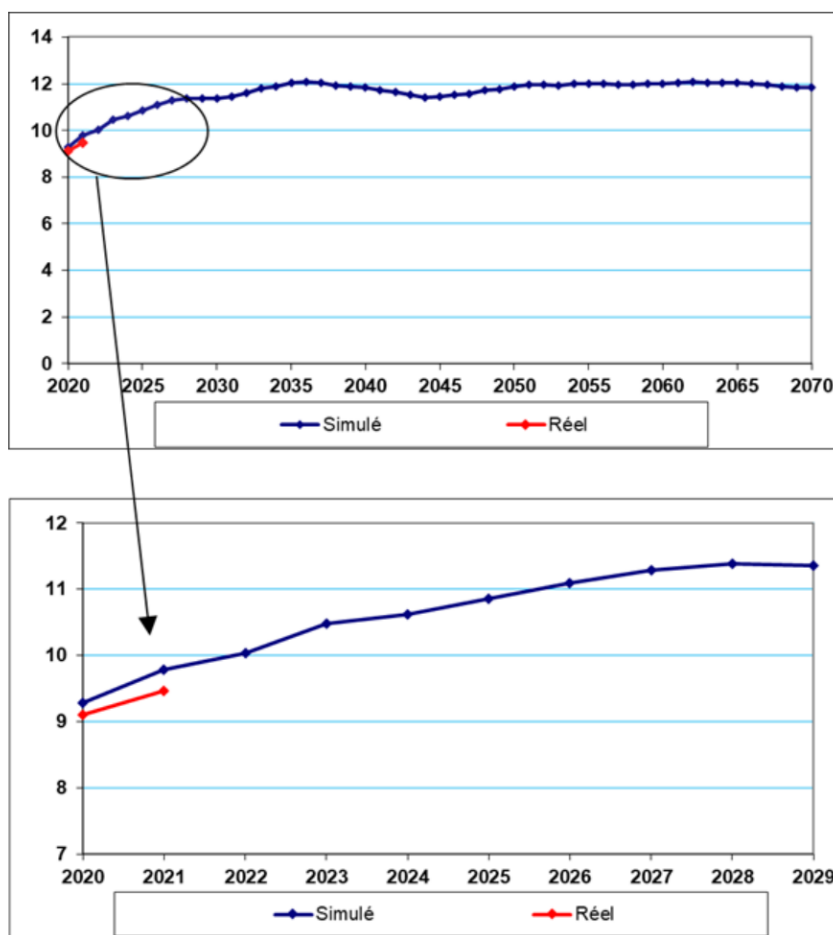
Pièce RTIÉE-1 - Document 1

Les investissements 2023 dont le coût individuel est inférieur à 65 M\$ d'Hydro-Québec TransÉnergie (HQT)
Mémoire

Jean-Claude Deslauriers, André Bélisle, Analystes et Dominique Neuman, Procureur
Pour le Regroupement pour la transition, l'innovation et l'efficacité énergétiques (RTIÉE)

Mais cette croissance du taux de risque apparaît conforme à la prévision contenue dans la *Stratégie de gestion de la pérennité* selon laquelle nous serions actuellement au pic de ce taux de risque durant la présente décennie. La croissance du taux de risque des équipements d'appareillage électrique d'HQT en 2020-2021 est d'ailleurs moindre qu'anticipée :

Figure 3
Évolution des taux de risque
Équipements d'appareillage électrique



Source : **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE**, Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0004, HQT-1, Doc. 1](#), page 30, Figure 3.

Voir aussi, **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE (HQT)**, Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0012, HQT-2, Doc. 1](#), Réponses 3.1 et 3.2 à la Régie :

RÉPONSE 3.1 D'HQT À LA RÉGIE :

L'augmentation du taux de risque pour les équipements d'appareillage électrique ainsi que la hausse du nombre et du pourcentage d'équipements à risque en 2022 sont principalement dues au vieillissement du parc, tel que prévu par la Stratégie de gestion de la pérennité des actifs du Transporteur (la « Stratégie »).

23 - Hydro-Québec TransÉnergie fournit aussi un certain de niveau de ventilation en cinq sous-catégories du budget demandé, lequel montre, à juste titre, **la part importante que représentent les investissements en équipements d'appareillage et ouvrages civils ainsi qu'en automatismes** dans le budget total prévu pour 2023 en investissements inférieurs au seuil en *Maintien des actifs* :

Tableau 9
Investissements 2023 en Maintien des actifs
(M\$)

Maintien des actifs	Budget
Actifs de transport et de télécommunications	718
Maintien - Appareillage	353
Maintien - Automatismes	111
Maintien - Lignes	177
Maintien - Télécommunications	77
Autres actifs	52
Maintien - Actifs de soutiens	52
Total	770

Source : **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE**, Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0004, HQT-1, Doc. 1](#), page 13.

24 - Le budget demandé de 770 M\$ en 2023 pour les investissements inférieurs au seuil en *Maintien des actifs* d'HQT est par ailleurs en croissance par rapport aux

investissements réels moyens dans cette catégorie de 2020 à 2022, comme il se doit, vu la prévision contenue dans la *Stratégie de gestion de la pérennité* d'une continuation de croissance du taux de risque des équipements durant la présente décennie tel que vue au graphique précédent.

25 - Nous logeons donc la recommandation suivante :

RECOMMANDATION NO. RTIEÉ-1-3

LE BUDGET 2023 DES INVESTISSEMENTS EN MAINTIEN DES ACTIFS INFÉRIEURS AU SEUIL UNITAIRE DE 65 M\$

Le RTIEÉ soumet respectueusement que le budget 2023 des investissements (dont le coût individuel est inférieur à 65 M\$) d'HQT en *Maintien des actifs* ne laisse apparaître à première vue aucune anomalie.

La non réalisation de 71 M\$ (soit 8,9%) des investissements inférieurs au seuil dans cette catégorie en 2022 nous apparaît à première vue acceptable, se situant dans l'ordre de grandeur moyen des deux autres années pandémiques 2020 et 2021. **Plus du tiers de cet écart de 71 M\$ (soit 25 M\$)** provient de bris d'équipements prévus qui ne sont pas survenus (HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE (HQT), Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0012, HQT-2, Doc. 1](#), Réponse 1.2 à la Régie). Certains investissements ont été reportés dans le temps en respectant la priorisation prévue selon la *Stratégie de gestion de la pérennité* (HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE (HQT), Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0012, HQT-2, Doc. 1](#), Réponse 1.5 à la Régie). De surcroît, il y avait déjà un taux de surutilisation prévu et autorisé en 2022 de 110 % soit 79 M\$ pour cette seule catégorie (RÉGIE DE L'ÉNERGIE, Dossier R-4168-2021, [Décision D-2022-001](#), parag. 38 et 41-44). Des variations entre le prévu et le réel sont toujours inévitables en raison des aléas de l'exécution des travaux et à l'imprécision des prévisions; un écart de 15 % est même usuellement considéré comme acceptable. **Tout cela semblerait amplement suffisant, à première vue, pour rassurer la Régie et les intervenants quant à la non réalisation de 71 M\$ en investissements d'HQT inférieurs au seuil en *Maintien des actifs* en 2022.**

Mais il est malgré tout souhaitable de vérifier davantage. Nous rappelons en effet, tel que mentionné en section 2.3 du présent rapport que la simple comparaison interannuelle des budgets ne permet pas de distinguer entre la hausse des coûts par projet durant la crise sanitaire et les baisses de coûts causée par les reports de projets survenus durant cette même crise sanitaire. Nous recommandons donc à la Régie, avant que celle-ci ne se prononce, qu'elle obtienne d'HQT le NOMBRE de projets d'investissements dans cette catégorie, inférieurs au seuil, tant prévus que réels pour

chacune des années 2020, 2021, 2022, ce qui aiderait à distinguer l'effet sur le budget global des hausses de coûts par projet par rapport aux baisses dues aux reports.

Le taux de risque global des équipements d'HQT demeure certes en croissance, particulièrement en ce qui concerne **les actifs se situant au cœur de la fiabilité et de la qualité du service, à savoir les équipements d'appareillage et les ouvrages civils ainsi que les automatismes**. Mais cette croissance apparaît conforme à la prévision contenue dans la *Stratégie de gestion de la pérennité* selon laquelle nous serions actuellement au pic de ce taux de risque durant la présente décennie. La croissance du taux de risque des équipements d'appareillage électrique d'HQT en 2020-2021 est d'ailleurs moindre qu'anticipée. Et la ventilation fournie par HQT montre, à juste titre, **la part importante que représentent les investissements en équipements d'appareillage et ouvrages civils ainsi qu'en automatismes** dans le budget total prévu pour 2023 en investissements inférieurs au seuil en *Maintien des actifs*.

Le budget demandé de 770 M\$ en 2023 pour les investissements inférieurs au seuil en *Maintien des actifs* d'HQT est par ailleurs en croissance par rapport aux investissements réels moyens dans cette catégorie de 2020 à 2022, comme il se doit, vu la prévision contenue dans la *Stratégie de gestion de la pérennité* d'une continuation de croissance du taux de risque des équipements durant la présente décennie.

4

LE BUDGET 2023 DES INVESTISSEMENTS EN MAINTIEN ET AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE SERVICE

26 - La catégorie budgétaire des investissements en *Amélioration et maintien de la qualité de service* est **la catégorie par défaut** qui regroupe tout investissement non inclus dans les trois autres catégories.

Elle se définit comme suit :

Maintien et amélioration de la qualité du service

Les investissements de la catégorie « Maintien et amélioration de la qualité du service » ne sont pas associés au cycle de vie des équipements et des installations et sont requis indépendamment de l'âge ou de l'état de l'actif existant. Ils sont destinés à la satisfaction de la clientèle, au maintien ou au rehaussement de la qualité du service rendu par le Transporteur à l'égard de la demande existante et ils se traduisent par une mesure de performance afférente accrue.

*Essentiellement, ces projets représentent les solutions optimales retenues pour répondre à des problématiques de performance qui touchent notamment le comportement du réseau de transport, **la continuité du service, la fiabilité des équipements ou la qualité de l'onde.***

Sommairement, les activités d'investissements en « Maintien et amélioration de la qualité du service » incluent des projets tels que :

- projet de maintien et d'**amélioration de la fiabilité des réseaux** de transport d'électricité et de télécommunications ;*
- projet de **maintien et d'amélioration de la qualité de l'onde** ;*
- projet de maintien et d'amélioration du rendement d'un équipement ;*
- projet visant à se prémunir contre les événements climatiques extrêmes.*

Les investissements en « Maintien et amélioration de la qualité du service » incluent aussi les projets en recherche et développement (R&D) réalisés en vue d'innover en matière de technologies existantes, afin d'optimiser des actions de maintenance, de comportement, de conception, de fabrication ou de construction du réseau de transport d'électricité ou de télécommunications. Ils incluent également les additions et modifications requises pour, par la suite, appliquer ou implanter, sur les actifs existants, les nouveaux critères de conception, d'exploitation et d'entretien des équipements de transport.

Source : **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE**, Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0005, HQT-1, Doc. 2](#), pages 6-7. Souligné en caractère gras par nous.

27 - Nous notons que les investissements, inférieurs au seuil, prévus d'HQT en *Maintien et amélioration de la qualité* en 2022 seraient de 14 M\$ supérieurs que prévus (soit 18,7% supérieurs). Le budget demandé en 2023 pour cette catégorie est le même que celui autorisé pour 2022 :

Budgets historiques autorisés et réels en Maintien et amélioration de la qualité (M\$CAN)

2020 Autorisé	2020 Réel	2020 Écart	2021 Autorisé	2021 Réel	2021 Écart	2022 Autorisé	2022 Prévu	2022 Écart	2023 Autorisation demandée
67	68	1	74	65	-9	75	89	14	73

Source : **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE**, Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0004, HQT-1, Doc. 1](#), Tableaux 1, 3 et 4.

28 - L'évolution interannuelle des écarts entre les budgets autorisés et réels dans cette catégorie ne montre pas de tendance particulière quant à ces écarts, ceux-ci se situant tant à la hausse qu'à la baisse.

La réalisation de 14 M\$ d'investissements, inférieurs au seuil, dans cette catégorie en 2022 en plus de ceux prévus représente toutefois **une part importante (19 %) du budget autorisé**, soit plus du double du taux de surutilisation de 110 % qui fut autorisé pour cette année (soit 8 M\$ pour cette catégorie) et plus que l'écart de 15 % usuellement considéré comme acceptable.

Il serait important, ici encore, d'obtenir d'HQT le NOMBRE de projets d'investissements dans cette catégorie, inférieurs au seuil, tant prévus que réels pour chacune des années 2020, 2021 et 2022, ce qui aiderait à distinguer l'effet sur le budget global des hausses de coûts par projet (pendant la crise sanitaire) par rapport aux baisses dues aux reports de projets (dus à cette même crise sanitaire) tel que mentionné en section 2.3 du présent rapport.

Hydro-Québec TransÉnergie (HQT) souligne elle-même que la **non réalisation de travaux de 21 M\$ en TI et Télécom** s'inscrit dans le contexte pandémique de la rareté de la main-d'œuvre du domaine, laquelle a amené des impacts importants sur les projets en technologies de l'information et des communications : **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE (HQT)**, Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0012, HQT-2, Doc. 1](#), Réponse 1.1 à la Régie.

29 - Pour 2023, HQT fournit le niveau de détail suivant quant à ce poste budgétaire :

Tableau 19
Investissements 2023 en Maintien et amélioration de la qualité du service (M\$)

Éléments déclencheurs	Budget
Comportement du réseau de transport	17
Fiabilité des équipements	12
Continuité de service	32
Qualité de l'onde	7
Durabilité des équipements	0
Recherche et développement	5
Total	73

Source : **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE**, Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0004, HQT-1, Doc. 1](#), page 22.

30 - Elle précise :

QUESTION 4.1 DE LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE À HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE (HQT)

Veillez présenter un sommaire de chacun des projets (plateforme robotisée « LineRanger », plateforme de cosimulation, robot d'inspection automatisée des postes et nouvelle plateforme en temps réel de l'outil de simulation Hypersim 2023-2024), incluant les investissements annuels réalisés et prévus, de même que les coûts totaux prévus, l'état d'avancement et l'échéancier de réalisation.

RÉPONSE 4.1 D'HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE (HQT) À LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE

La plateforme robotisée « LineRanger » sera implantée en 2023. Celle-ci est dans sa phase finale de recherche et développement. Les coûts totaux de développement seront de l'ordre du 5 M\$. L'investissement réalisé à ce jour est de 4,3 M\$.

Le projet de plateforme de cosimulation est à l'étape de fermeture au coût global de 160 k\$. Le projet de robot d'inspection de poste, reporté en 2023, fournira un prototype opérationnel en chantier au cours de la présente année. Les coûts de développement sont estimés à 1,5 M\$ en 2023. Le projet est prévu se terminer en 2025 avec un coût global de l'ordre de 6 M\$. Finalement, l'outil de simulation Hypersim 2023-2024, sera approvisionné, installé et mis en service en 2024 au coût global de 800 k\$.

QUESTION 4.2 DE LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE À HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE (HQT)

Veillez expliciter à l'aide d'exemples les applications possibles du nouveau projet en temps réel de l'outil de simulation Hypersim 2023-2024.

RÉPONSE 4.2 D'HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE (HQT) À LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE

À titre d'exemple, les applications possibles de l'outil de simulation Hypersim 2023-2024 consistent à :

- Réaliser des études de réseau de transport lors d'analyse de projet d'interconnexion et de réfection d'interconnexion ;*
- Réaliser des études de projets conjointement avec un simulateur de puissance ;*
- Réaliser des études de projets de simulations de micro-réseaux ainsi que des études sur les orages géomagnétiques.*

Source : **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE (HQT)**, Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0012, HQT-2, Doc. 1](#), Réponses 4.1 et 4.2 à la Régie.

31 - Pour l'ensemble de ces motifs, nous sommes satisfaits de la justification fournie par Hydro-Québec TransÉnergie (HQT) pour son budget d'investissements, inférieurs au seuil, en *Maintien et amélioration de la qualité* en 2023 et recommandons à la Régie de l'autoriser.

32 - Nous logeons donc la recommandation suivante :

RECOMMANDATION NO. RTIEÉ-1-4

LE BUDGET 2023 DES INVESTISSEMENTS EN AMÉLIORATION ET MAINTIEN DE LA QUALITÉ INFÉRIEURS AU SEUIL UNITAIRE DE 65 M\$

L'évolution interannuelle des écarts entre les budgets autorisés et réels dans cette catégorie ne montre pas de tendance particulière quant à ces écarts, ceux-ci se situant tant à la hausse qu'à la baisse.

La réalisation de 14 M\$ d'investissements, inférieurs au seuil, dans cette catégorie en 2022 en plus de ceux prévus représente toutefois **une part importante (19 %) du budget autorisé**, soit plus du double du taux de surutilisation de 110 % qui fut autorisé pour cette année (soit 8 M\$ pour cette catégorie) et plus que l'écart de 15 % usuellement considéré comme acceptable.

Il serait important, ici encore, d'obtenir d'HQT le NOMBRE de projets d'investissements dans cette catégorie, inférieurs au seuil, tant prévus que réels pour chacune des années 2020, 2021 et 2022, ce qui aiderait à distinguer l'effet sur le budget global des hausses de coûts par projet (pendant la crise sanitaire) par rapport aux baisses dues aux reports de projets (dues à cette même crise sanitaire) tel que mentionné en section 2.3 du présent rapport.

Hydro-Québec TransÉnergie (HQT) souligne elle-même que la **non réalisation de travaux de 21 M\$ en TI et Télécom** s'inscrit dans le contexte pandémique de la rareté de la main-d'œuvre du domaine, laquelle a amené des impacts importants sur les projets en technologies de l'information et des communications : **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE (HQT)**, Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0012, HQT-2, Doc. 1](#), Réponse 1.1 à la Régie.

Elle présente par ailleurs un sommaire de chacun des projets prévus de recherche-développement en TI au présent budget (plateforme robotisée « LineRanger », plateforme de cosimulation, robot d'inspection automatisée des postes et nouvelle plateforme en temps réel de l'outil de simulation Hypersim 2023-2024).

Pièce RTIEÉ-1 - Document 1

Les investissements 2023 dont le coût individuel est inférieur à 65 M\$ d'Hydro-Québec TransÉnergie (HQT)

Mémoire

Jean-Claude Deslauriers, André Bélisle, Analystes et Dominique Neuman, Procureur
Pour le Regroupement pour la transition, l'innovation et l'efficacité énergétiques (RTIEÉ)

Pour l'ensemble de ces motifs, nous sommes satisfaits de la justification fournie par Hydro-Québec TransÉnergie (HQT) pour son budget d'investissements, inférieurs au seuil, en *Maintien et amélioration de la qualité* en 2023 et recommandons à la Régie de l'autoriser.

5

LE BUDGET 2023 DES INVESTISSEMENTS EN RESPECT DES EXIGENCES

33 - La catégorie budgétaire des investissements en *Respect des exigences* se définit comme suit :

Respect des exigences

Les investissements de la catégorie « *Respect des exigences* » **ne sont pas associés au cycle de vie des équipements et des installations et sont requis indépendamment de l'âge ou de l'état de l'actif existant.** Ils visent la conformité aux lois et règlements en vigueur, aux engagements contractuels que le Transporteur est tenu de respecter et aux encadrements et normes internes, notamment dans les domaines d'activités suivants :

- activités reliées au rôle social du Transporteur ou présentant des bénéfices intangibles pour lui ;
- activités pour se conformer à des orientations que se donne l'entreprise, notamment en matière d'environnement et de sécurité du public ;
- activités effectuées par le Transporteur pour se conformer à des contraintes, des obligations ou des normes environnementales existantes ou nouvelles ;
- activités découlant d'une loi, d'un règlement ou d'un engagement contractuel auquel le Transporteur est tenu de se conformer, notamment afin d'éviter de mettre en danger la sécurité publique ou la santé et la sécurité de ses employés.

En ce qui concerne la conformité aux engagements contractuels, le Transporteur se doit d'effectuer des travaux sur ses installations à la demande de tiers. Généralement, il s'agit de travaux minimalement requis pour les déplacements ou modifications à réaliser sur les installations du Transporteur lors de réaménagements ou constructions de voies publiques par le Ministère des Transports du Québec (MTQ), par une municipalité régionale de comté (MRC), par une municipalité ou pour répondre à des demandes d'intérêts privés ou de clients. Tous ces travaux font cependant l'objet d'une contribution financière exigée des tiers, considérée distinctement du coût du projet aux fins

d'approbation hiérarchique des investissements requis et pour l'application du seuil à considérer aux fins des autorisations réglementaires (projet supérieur ou inférieur à 65 M\$).

Sommairement, les activités d'investissements en « Respect des exigences » incluent les projets tels que :

- projets visant à assurer la sécurité des installations et la protection du public ;
- projets de remplacement d'équipements non sécuritaires pour se conformer, par exemple, aux exigences de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) ;
- projets d'installation de bassins de récupération d'huile ;
- projets de déplacement d'équipements de réseau initiés à la demande du MTQ en vue de la construction d'une autoroute.

Source : **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE**, Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0005, HQT-1, Doc. 2](#), pages 7-8. Souligné en caractère gras par nous.

34 - Le tableau suivant indique les budgets historiques autorisés et réels des investissements inférieurs au seuil en *Respect des exigences* d'HQT depuis que ce seuil est passé à 65 M\$ en 2020 :

**Budgets historiques autorisés et réels en Respect des exigences
(M\$CAN)**

2020 Autorisé	2020 Réel	2020 Écart	2021 Autorisé	2021 Réel	2021 Écart	2022 Autorisé	2022 Prévu	2022 Écart	2023 Autorisation demandée
41	45	4	53	41	-12	55	51	-4	59

Source : **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE**, Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0004, HQT-1, Doc. 1](#), Tableaux 1, 3 et 4.

35 - Ce budget est facile à autoriser pour la Régie de l'énergie car il correspond à des demandes précises pour répondre à des exigences spécifiques, la marge de discrétion de HQT étant réduite. HQT fournit le niveau de détail suivant quant à ce poste budgétaire :

Tableau 21
Investissements et interventions 2023 en Respect des exigences

Sources d'exigences	Budget (M\$)	Principales interventions
Lois, règlements et avis	7	<ul style="list-style-type: none"> Travaux de sécurisation des postes à la suite d'avis de correction émis par la CNESST Travaux de dégagement d'une ligne aérienne afin de respecter les normes dictées par Transport Canada
Engagements contractuels	4	<ul style="list-style-type: none"> Déplacement de structures Raccordements de clients
Normes ou encadrements internes	41	<ul style="list-style-type: none"> Installation de mises à la terre (MALT) antivol pour diminuer les vols de cuivre Interventions afin de se conformer aux exigences internes liées à la sécurité du personnel et du public ainsi qu'en matière d'environnement
Exigences de la NERC	7	<ul style="list-style-type: none"> Travaux pour se conformer aux normes CIP de la NERC relativement à des branchements de postes (CIP-005-5, CIP-006-6, CIP-007-6), à la mise à jour de la catégorisation annuelle selon CIP-002 et au renforcement de la cybersécurité pour la communication entre les centres de contrôle selon CIP-012¹⁰ Sécurisation physique des installations (CIP-014-2)
Total	59	

Source : **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE**, Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0004, HQT-1, Doc. 1](#), page 25.

36 - L'évolution interannuelle des écarts entre les budgets autorisés et réels dans cette catégorie ne montre pas de tendance particulière quant à ces écarts, ceux-ci se situant tant à la hausse qu'à la baisse.

La non réalisation de 4 M\$ d'investissements dans cette catégorie en 2022 ne représente en effet que 7,3 % du budget autorisé, soit moins que le taux de surutilisation de 110 % qui fut autorisé pour cette année (soit 6M\$ pour cette catégorie) et moins que l'écart de 15 % usuellement considéré comme acceptable.

Il serait toujours souhaitable, par principe, d'obtenir d'HQT le NOMBRE de projets d'investissements dans cette catégorie, inférieurs au seuil, tant prévus que réels pour chacune des années 2020, 2021 et 2022, ce qui aiderait à distinguer l'effet sur le budget global des hausses de coûts par projet par rapport aux baisses dues aux reports de projets tel que mentionné en section 2.3 du présent rapport. Toutefois, vu la faiblesse de la non réalisation de 4 M\$ d'investissements dans cette catégorie en 2022, l'obtention de cette information additionnelle ne devrait probablement pas amener de problématique particulière.

37 - Nous logeons donc la recommandation suivante :

RECOMMANDATION NO. RTIEÉ-1-5**LE BUDGET 2023 DES INVESTISSEMENTS EN RESPECT DES EXIGENCES INFÉRIEURS AU SEUIL UNITAIRE DE 65 M\$**

Le RTIEÉ soumet respectueusement que le budget 2023 des investissements (dont le coût individuel est inférieur à 65 M\$) d'HQT en *Respect des exigences* ne laisse apparaître à première vue aucune anomalie.

Ce budget est facile à autoriser pour la Régie de l'énergie car il correspond à des demandes précises pour répondre à des exigences spécifiques, la marge de discrétion de HQT étant réduite.

L'évolution interannuelle des écarts entre les budgets autorisés et réels dans cette catégorie ne montre pas de tendance particulière quant à ces écarts, ceux-ci se situant tant à la hausse qu'à la baisse. La non réalisation de 4 M\$ d'investissements dans cette catégorie en 2022 ne représente en effet que 7,3 % du budget autorisé, soit moins que le taux de surutilisation de 110 % qui fut autorisé pour cette année (soit 6M\$ pour cette catégorie) et moins que l'écart de 15 % usuellement considéré comme acceptable.

Il serait toujours souhaitable, par principe, d'obtenir d'HQT le NOMBRE de projets d'investissements dans cette catégorie, inférieurs au seuil, tant prévus que réels pour chacune des années 2020, 2021 et 2022, ce qui aiderait à distinguer l'effet sur le budget global des hausses de coûts par projet par rapport aux baisses dues aux reports de projets tel que mentionné en section 2.3 du présent rapport. Toutefois, vu la faiblesse de la non réalisation de 4 M\$ d'investissements dans cette catégorie en 2022, l'obtention de cette information additionnelle ne devrait probablement pas amener de problématique particulière.

6

LE BUDGET 2023 DES INVESTISSEMENTS EN CROISSANCE DES BESOINS DE LA CLIENTÈLE (GÉNÉRANT DES REVENUS)

38 - La catégorie budgétaire des investissements en *Croissance des besoins de la clientèle* (généralisant des revenus additionnels) se définit comme suit :

Croissance des besoins de la clientèle

Les investissements de la catégorie « Croissance des besoins de la clientèle » visent, d'une part, à répondre aux besoins liés à l'alimentation de la charge locale en intervenant dans des installations, des zones et des corridors qui connaissent un accroissement important de charge. Ces interventions sont, d'une part, planifiées en fonction des données concernant la capacité des installations à recevoir de la charge supplémentaire et aussi suivant les prévisions de charge d'Hydro-Québec dans ses activités de distribution d'électricité (le « Distributeur »). La grande majorité des interventions sont planifiées de concert avec le Distributeur, puisque ce dernier doit dans presque tous les cas effectuer conjointement des interventions sur son réseau.

D'autre part, les travaux de raccordement, de prolongement ou de modification du réseau de transport permettent d'intégrer la puissance produite par une nouvelle installation de production et d'assurer le transit de la puissance additionnelle découlant, entre autres, de l'ajout de nouveaux groupes de production ou de la modification de groupes de production dans une centrale existante.

Les projets prévus en télécommunications sont, quant à eux, liés aux projets de croissance du réseau de transport.

Sommairement, les activités d'investissement en « Croissance des besoins de la clientèle » incluent des projets tels que :

- projets d'ajouts de transformateurs ;
- projets d'ajouts de disjoncteurs ;

- projets de construction de lignes et de postes ;
- projets d'ajouts d'équipements de compensation.

Les investissements en « Croissance des besoins de la clientèle » sont directement reliés aux engagements du Transporteur de **répondre aux besoins de ses clients au meilleur coût, ainsi qu'à son obligation d'assurer la fiabilité du réseau de transport**, et ils génèrent des revenus additionnels. La justification économique des projets doit donc tenir compte du coût réel et complet de la solution choisie. Ainsi, dans l'analyse technique et économique des scénarios envisageables, il est possible que la solution réside par exemple dans la reconstruction d'une installation existante ou l'ajout d'un équipement dans une installation. Dans pareil cas, c'est le coût réel et complet de la solution retenue qui servira à l'évaluation de l'impact sur les revenus requis et, dans le cas spécifique des raccordements de nouvelles installations de production, au calcul de l'engagement d'achat à exiger du producteur dans l'entente de raccordement, conformément aux Tarifs et conditions des services de transport d'Hydro-Québec

Source : **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE**, Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0005, HQT-1, Doc. 2](#), pages 8-9. Souligné en caractère gras par nous.

39 - HQT fournit le niveau de détail suivant quant à ce poste budgétaire :

Tableau 23
Investissements 2023 générant des revenus additionnels
(M\$)

Croissance des besoins de la clientèle	Budget
Alimentation de la charge locale	91
Intégration de puissance	1
Total	92

Source : **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE**, Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0004, HQT-1, Doc. 1](#), page 26.

40 - Nous notons que, systématiquement durant les années pandémiques 2020, 2021 et 2022, les investissements d'HQT en *Croissance des besoins de la clientèle* inférieurs au

seuil en 2022 ont été moindres que ceux autorisés; ils furent de 44 M\$ moindres en 2022 (soit 43 % moindres) qu'autorisés. Cela est énorme.

Année après année en 2020, 2021 et 2022, les budgets demandés et autorisés, en *Croissance des besoins de la clientèle* inférieurs au seuil, décroissent et continuent de ne pas être totalement réalisés. Le budget demandé en 2023 de 92 M\$ poursuit cette tendance décroissante :

**Budgets historiques autorisés et réels en Croissance des besoins de la clientèle
(M\$CAN)**

2020 Autorisé	2020 Réel	2020 Écart	2021 Autorisé	2021 Réel	2021 Écart	2022 Autorisé	2022 Prévu	2022 Écart	2023 Autorisation demandée
142	82	-60	112	53	-59	102	58	-44	92

Source : **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE**, Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0004, HQT-1, Doc. 1](#), Tableaux 1, 3 et 4.

41 - Hydro-Québec TransÉnergie explique la sous-réalisation de ses budgets en *Croissance des besoins de la clientèle* inférieurs au seuil par la baisse des projets de croissance en période pandémique :

QUESTION 1.4 DE LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE À HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE (HQT)

Veuillez élaborer sur l'écart de -59 M\$ en Croissance sur le réseau de transport et préciser si cet écart a un impact sur les investissements à autoriser en vertu du présent dossier. Le cas échéant, veuillez préciser quels sont les projets pour l'alimentation de la charge locale qui n'ont pu être réalisés.

RÉPONSE 1.4 D'HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE (HQT) À LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE

L'écart de -59 M\$ en « Croissance des besoins de la clientèle » s'explique par l'annulation, le report et la suspension temporaire de projets à la demande de grands clients. Ces projets concernent des raccordements de nouveaux clients de la charge locale. Le Transporteur a pris en compte l'évolution de ces projets dans sa planification des investissements pour les années 2022 et subséquentes.

Ainsi, le Transporteur revoit la priorisation de ses interventions en tenant compte de l'évolution du contenu, du coût et des échéanciers de projets. **Il révisé et ajuste ses projets dans le temps en fonction des besoins de la clientèle.**

Source : **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE (HQT)**, Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0012, HQT-2, Doc. 1](#), Réponse 1.4 à la Régie. Souligné en caractère gras par nous.

42 - À première vue, ce budget décrié à 92\$ demandé pour 2023 mériterait donc d'être approuvé car il exprime une plus grande prudence prévisionnelle.

Ici encore, il serait important d'obtenir d'HQT le NOMBRE de projets d'investissements dans cette catégorie, inférieurs au seuil, tant prévus que réels pour chacune des années 2020, 2021 et 2022, ce qui aiderait à distinguer l'effet sur le budget global des hausses de coûts par projet (pendant la crise sanitaire) par rapport aux baisses dues aux reports de projets (dues à cette même crise sanitaire) tel que mentionné en section 2.3 du présent rapport.

Il est également important de bien situer ces budgets en *Croissance des besoins de la clientèle* inférieurs au seuil dans le contexte plus global de la totalité des budgets prévus et réels (tant inférieurs que supérieurs au seuil) dans cette catégorie. En effet, les investissements en *Croissance des besoins de la clientèle* sont, davantage que ceux des autres catégories, plus susceptibles de dépasser le seuil de 65 M\$ ou de se situer juste en-dessous de ce seuil. On peut citer par exemple **le poste Chertsey** dont le coût prévu est de

61,6 M\$ dans la planification au dossier tarifaire du Transporteur (Dossier R-4167-2021) ³ ou **le poste Le Corbusier** prévu au montant de 65,8 M\$ ⁴. Le seul examen des projets de cette catégorie inférieurs à 65 M\$ ne suffit donc pas à obtenir une vue d'ensemble de l'évolution interannuelle.

43 - Nous serions toutefois très réticents à ce que le faible budget, déjà décrié, de 92 \$ demandé pour 2023 soit encore davantage décrié par la Régie dans sa décision d'autorisation au présent dossier. **Cela nous semblerait imprudent.**

Il existe en effet un décalage manifeste dans la prévision d'HQT de la croissance des besoins des prochaines années utilisée au présent dossier de 2023, laquelle est basée sur les **données prévisionnelles de septembre 2021** qu'HQD lui a fournies, et qu'il semble malaisé pour HQT de mettre à jour étant donné la **lourdeur administrative d'approbation de la présente demande qui est requise du Conseil d'administration d'Hydro-Québec : HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE (HQT)**, Dossier R-4217-2022, [Pièce B-0014, HQT-2, Doc. 3](#), Réponses 1.1.1, 1.1.2 et 1.1.4 au RTIÉE.

C'est ainsi que, selon la preuve d'HQT au présent dossier, la prévision de croissance de la charge locale n'est que de 1 % par année de 2023 à 2032 et un gel de la croissance du service point à point est prévu de 2026 à 2032 :

³ **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE**, Dossier R-4167-2021, [Pièce B-0068, HQT-6, Document 1](#), Page 30, Investissements par catégorie, ligne 27.

⁴ **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE**, Dossier R-4167-2021, [Pièce B-0068, HQT-6, Document 1](#), Page 30, Investissements par catégorie, ligne 13.

Tableau 22
Prévision des besoins des services de transport à long terme
(MW)

Services de transport	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Charge locale	39 785	40 054	40 470	40 894	41 256	41 671	42 092	42 563	43 029	43 631
Point à point	4 356	4 263	5 463	6 364	6 814	6 814	6 814	6 814	6 814	6 814
Total	44 141	44 317	45 933	47 258	48 070	48 485	48 906	49 377	49 843	50 445

Source : **HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE (HQT)**, Dossier R-4217-2022, Pièce B-0004, HQT-1 Doc. 1, tableau 22 page 25.

Or il existe au moins une certaine possibilité qu'une croissance plus élevée que cette prévision survienne dans le cours de l'année 2023 et qui pourrait amener HQT à réaliser des investissements supérieurs à ceux qu'elle prévoit actuellement durant cette même année. En effet :

- **La crise pandémique tire à sa fin.**
- **Malgré la faiblesse de la prévision actuelle de 1 % de croissance de la demande, le Québec est en train d'opérer actuellement une transition énergétique majeure sous l'impulsion soutenue du gouvernement du Québec (abandon des combustibles fossiles, électrification massive, véhicules électriques, etc.).** La prévision politique de la croissance de la demande est actuellement tellement forte que le législateur a dû doter HQD d'outils lui permettant de refuser tout projet de charge de plus de 5 MW, en octroyant au ministre la discrétion de déterminer les projets pouvant être acceptés : [Loi visant notamment à plafonner le taux d'indexation des prix des tarifs domestiques de distribution d'Hydro-Québec et à accroître l'encadrement de l'obligation de distribuer de l'électricité](#), LQ 2023, chapitre 1.

Le ministre annonce publiquement une croissance de la demande pour la charge locale de 8000 MW à 10 000 MW (par rapport à un potentiel de demande de 23 000 MW calculé par Hydro-Québec) : **LA PRESSE CANADIENNE**, Le ministre

Fitzgibbon pourrait accepter moins de la moitié des demandes, Les Affaires, Publié le 31/01/2023 à 12:50, <https://www.lesaffaires.com/secteurs/gouvernement/le-ministre-fitzgibbon-pourrait-accepter-moins-de-la-moitie-des-demandes/638984>.

HQD est même amenée à financer le distributeur gazier Énergir pour qu'il lui évite une croissance de sa demande en pointe (Voir le dossier de la biénergie R-4169-2021). HQD plaide aussi auprès de la Ville de Montréal afin qu'elle n'interdise pas le chauffage au gaz naturel car elle ne pourrait absorber son électrification : **Alexis RIOPEL**, *L'électrification intégrale des nouveaux bâtiments à Montréal rebute Hydro-Québec*, Le Devoir, mercredi 15 mars 2023, <https://www.msn.com/fr-ca/actualites/other/l-%C3%A9lectrification-int%C3%A9grale-des-nouveaux-b%C3%A2timents-%C3%A0-montr%C3%A9al-rebute-hydro-qu%C3%A9bec/ar-AA18DnQm>.

Certaines communautés se plaignent de l'insuffisance du réseau de transport pour leur permettre d'accueillir de nouvelles industries : **Camille LACROIX-VILLENEUVE**, *Fermont se mobilise pour la construction d'une nouvelle ligne électrique*, Radio-Canada, le 26 février 2023, <https://www.msn.com/fr-ca/actualites/other/fermont-se-mobilise-pour-la-construction-d-une-nouvelle-ligne-%C3%A9lectrique/ar-AA17Xvou>.

- ❑ **Alors que le ministre plaide pour un recours massif à de nouveaux approvisionnements éoliens auprès d'HQD, HQT est incapable à court terme de recevoir toutes les soumissions de producteurs éoliens qui pourraient survenir.** Le ministre a ainsi été obligé d'annuler le lancement par HQD d'un appel d'offres pour de nouveaux approvisionnements éoliens, afin de le remplacer par un nouvel appel d'offres posant de sévères restrictions quant aux volumes des soumissions qui seraient recevables par poste de raccordement (**HYDRO-QUÉBEC**, *Document d'appel d'offres AO 2023-01*, le 31 mars 2023, publié sous : RTIEÉ, Dossier R-4210-2022, [Pièce C-RTIEÉ-0019](#), voir son annexe 4). Les producteurs éoliens potentiels de Bas-Saint-Laurent-Gaspésie se plaignent du goulot d'étranglement du poste Rivière-du-Loup : **Stéphane ROLLAND**, *Il faudra*

investir dans le transport électrique, prévient le patron de Boralex, La Presse Canadienne, le 24 février 2023, <https://www.msn.com/fr-ca/actualites/other/il-faudra-investir-dans-le-transport-%C3%A9lectrique-pr%C3%A9vient-le-patron-de-boralex/ar-AA17U0tE>. Ces producteurs envisageraient même de pallier au manque d'investissements d'HQT dans cette région en construisant eux-mêmes une nouvelle ligne électrique de transport : **Véronique ST-ONGE**, *L'Alliance de l'énergie de l'Est explore l'idée de construire une ligne à haute tension*, Radio-Canada, Publié le 26 février 2023, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1959219/eolien-transport-ligne-infrastructure-energie-electricite>.

- **À cela s'ajoute le fait qu'il existe au moins une possibilité de croissance également de la demande de service de point à point durant la présente décennie.**

44 - Pour l'ensemble de ces motifs, bien qu'aucune de ces croissances possibles de la demande pour des investissements en Croissance ne se soit encore manifestée au présent dossier pour l'année 2023, nous croyons qu'il serait très imprudent ne prévoir que rien de tout cela ne surviendra dans le cours de cette année 2023.

Nous soumettons qu'il serait très imprudent que le faible budget, déjà décrié, de 92 \$ demandé pour investissements en Croissance inférieurs au seuil en 2023 soit encore davantage décrié par la Régie dans sa décision d'autorisation au présent dossier.

RECOMMANDATION NO. RTIEÉ-1-6**LE BUDGET 2023 DES INVESTISSEMENTS EN CROISSANCE DES BESOINS DE LA CLIENTÈLE (GÉNÉRANT DES REVENUS) INFÉRIEURS AU SEUIL UNITAIRE DE 65 M\$**

Nous notons que, systématiquement durant les années pandémiques 2020, 2021 et 2022, les investissements d'HQT en *Croissance des besoins de la clientèle* inférieurs au seuil en 2022 ont été moindres que ceux autorisés; ils furent de 44 M\$ moindres en 2022 (soit 43 % moindres) qu'autorisés. Cela est énorme.

Année après année en 2020, 2021 et 2022, les budgets demandés et autorisés, en *Croissance des besoins de la clientèle* inférieurs au seuil, décroissent et continuent de ne pas être totalement réalisés. Le budget demandé en 2023 de 92 M\$ poursuit cette tendance décroissante.

Hydro-Québec TransÉnergie explique la sous-réalisation de ses budgets en *Croissance des besoins de la clientèle* inférieurs au seuil par la baisse des projets de croissance en période pandémique.

À première vue, ce budget décri à 92\$ demandé pour 2023 mériterait donc d'être approuvé car il exprime une plus grande prudence prévisionnelle.

Ici encore, il serait important d'obtenir d'HQT le NOMBRE de projets d'investissements dans cette catégorie, inférieurs au seuil, tant prévus que réels pour chacune des années 2020, 2021 et 2022, ce qui aiderait à distinguer l'effet sur le budget global des hausses de coûts par projet (pendant la crise sanitaire) par rapport aux baisses dues aux reports de projets (dues à cette même crise sanitaire) tel que mentionné en section 2.3 du présent rapport.

Il est également important de bien situer ces budgets en *Croissance des besoins de la clientèle* inférieurs au seuil dans le contexte plus global de la totalité des budgets prévus et réels (tant inférieurs que supérieurs au seuil) dans cette catégorie. En effet, les investissements en *Croissance des besoins de la clientèle* sont, davantage que ceux des autres catégories, plus susceptibles de dépasser le seuil de 65 M\$ ou de se situer juste en-dessous de ce seuil. On peut citer par exemple le **poste Chertsey** dont le coût prévu est de 61,6 M\$ dans la planification au dossier tarifaire du Transporteur (Dossier R-4167-2021)⁵ ou le **poste Le Corbusier** prévu au montant de 65,8 M\$⁶. Le seul examen des projets de cette catégorie inférieurs à 65 M\$ ne suffit donc pas à obtenir une vue d'ensemble de l'évolution interannuelle.

⁵ HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE, Dossier R-4167-2021, [Pièce B-0068, HQT-6, Document 1](#), Page 30, Investissements par catégorie, ligne 27.

⁶ HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE, Dossier R-4167-2021, [Pièce B-0068, HQT-6, Document 1](#), Page 30, Investissements par catégorie, ligne 13.

Nous serions toutefois très réticents à ce que le faible budget, déjà décru, de 92 \$ demandé pour 2023 soit encore davantage décru par la Régie dans sa décision d'autorisation au présent dossier. **Cela nous semblerait imprudent en raison de multiples tendances haussières majeures qui sont en train d'apparaître et pourraient être de nature à amener des besoins d'investissements en Croissance que la prévision de la demande ne reflète pas encore, actuellement : Notamment, le Québec est en train d'opérer actuellement une transition énergétique majeure sous l'impulsion soutenue du gouvernement du Québec (abandon des combustibles fossiles, électrification massive, véhicules électriques, etc.). De plus, alors que le ministre plaide pour un recours massif à de nouveaux approvisionnements éoliens auprès d'HQD, HQT est incapable à court terme de recevoir toutes les soumissions de producteurs éoliens qui pourraient survenir.**

7

CONCLUSION

45 - Nous invitons donc la Régie de l'énergie à accueillir les recommandations qui sont exprimées au présent mémoire du *Regroupement pour la transition, l'innovation et l'efficacité énergétiques (RTIEÉ)*, que l'on trouve également reproduites en son sommaire exécutif.

46 - Le tout respectueusement soumis.
